

INSTITUT D'ECONOMIE INDUSTRIELLE

QUATRIEME CONFERENCE ANNUELLE TOULOUSE

9 MAI 1996

LES DIVERGENCES ECONOMIQUES AMERICAINES ET EUROPEENNES A LA FIN DU 20ème SIECLE

Paul A. SAMUELSON

J'écris souvent pour la presse étrangère. Cela me donne de nombreuses occasions de pontifier et de railler. C'est ainsi que j'ai dit aux japonais que leur économie était l'économie la plus mal gérée des années 90 : la paralysie créée par la bureaucratie des mandarins de l'université de Tokyo, ajoutée à la confusion d'une assemblée dirigée par des factions, ont engendré une crise japonaise totalement inutile. Et les électeurs japonais ont accepté passivement cette impasse.

Rien de tout cela n'est votre problème aujourd'hui, ni le mien. Mais pour donner du poids à mon raisonnement et le rendre plus convaincant pour les lecteurs japonais, voilà comment j'ai présenté ma démonstration:

«Vous êtes à l'heure actuelle au Japon au carrefour de deux routes. Vous devez choisir entre le modèle européen et le modèle américain.

Si la Banque du Japon continue à ne parler que de l'allemand de cuisine comme le fait la Bundesbank, votre PNB croîtra aussi lentement que celui de l'Allemagne ou de la France. Et votre taux de chômage, une fois corrigée la capacité japonaise à dissimuler le chômage déguisé, s'élèvera vers le taux à deux chiffres si caractéristique des pays de l'Union Européenne.»

Je continuais en écrivant: «Vous pouvez, de l'autre côté, suivre le modèle américain des années 90. Les Etats-Unis ont été les premiers à se remettre de la récession générale consécutive à la Guerre du Golfe en 1991. Nous nous sommes nous-mêmes surpris en passant devant les autres pays industrialisés du monde. Des millions, des dizaines de millions de nouveaux emplois américains (en chiffres nets) ont été créés depuis les années 70, lorsque la croissance mondiale avait diminué de moitié dans les pays les plus développés du monde - ce qui contraste avec le nombre total pratiquement stagnant des emplois en Europe.»

Et j'ajoutais avec fierté que tout cela s'était réalisé alors même que la réserve fédérale se débarrassait de la stagflation des années 70 et gardait une main ferme sur l'encadrement du crédit. L'inflation américaine des années 90 reste limitée à un taux compris entre 2 et 3% par an pour l'indice officiel du coût

de la vie. Si l'on croit nos meilleurs experts de l'indice du coût de la construction qui affirment que le taux réel d'inflation est probablement inférieur de 1,5% à l'indice officiel surestimé, nous, économistes américains, avons été agréablement surpris par ce comportement de l'inflation américaine. Nous nous sommes pincés en nous demandant : «Qu'est-ce qui a si bien marché ?».

Vous pouvez remarquer mes prétentions intellectuelles quand je délaisse les pages des revues d'économie mathématique pour écrire pour un public profane. John Maynard Keynes n'aurait pas pu être plus sûr de lui et téméraire en parlant au Président Franklin Roosevelt en 1933 que ne l'était Paul Anthony Samuelson en argumentant avec la société cultivée japonaise.

En réalité, j'ai compris que la dichotomie entre l'Amérique et l'Europe, que j'ai amplifiée de façon dramatique, s'est retournée contre moi. Les gens sont lassés d'être tirillés et rudoyés par des guerres commerciales bilatérales. A l'heure actuelle, le mariage américano-japonais qui durait depuis 50 ans est devenu le contraire d'une lune de miel. J'aurais dû invoquer n'importe quel autre nom que l'Amérique comme solution pour sauver le Japon. Présentés sous la forme d'un projet global pour le Pacifique, les arguments seraient mieux passés, et les signes timides de reprise qui sont aujourd'hui réels seraient peut-être arrivés plus vite.

J'admets également que, même si je risque de faire un peu de raillerie légère pendant mon voyage à Toulouse, les conseils de politique économique ne constituent sûrement pas l'objectif principal de cette conférence. Je voudrais plutôt me pencher sur un diagnostic analytique.

Comment nos deux continents en sont-ils venus à choisir des options différentes aussi bien dans le domaine macroéconomique que dans le domaine microéconomique ? Quelle partie de l'histoire a été voulue plutôt que dictée de façon exogène par des réalités technologiques et politiques ?

Bien sûr, je ne connais pas toutes les réponses. Et lorsque je hasarde des conjectures, il y a de nombreuses hypothèses que l'on ne peut pas présenter avec assurance comme des découvertes scientifiques attestées. J'essayerai d'avouer mes doutes et mes hypothèses. Mais souvenez-vous que nous sommes tous des enfants de Dieu et de Freud, donc enclins à prendre nos désirs pour des réalités. Commençons avec l'Amérique pour laquelle mes connaissances devraient être moins incomplètes. Le point de vue que je vais adopter ne sera pas celui d'un patriote américain, mais celui de n'importe quel économiste universitaire se plaçant dans la position d'un observateur venu de Mars.

I - LA NOUVELLE ECONOMIE IMPITOYABLE

L'Amérique vivait au début des années 30 le capitalisme pur. Je me souviens bien de cette époque de mon enfance et de ma jeunesse. Mais après la grande crise et le New Deal, nous nous sommes transformés pendant la seconde guerre mondiale en une économie mixte, avec un Etat-Providence comme en Europe, en Angleterre ou même en Suède. L'Amérique s'est tournée

politiquement vers l'Europe qui retrouvait les fondements définis par Otto von Bismarck et Louis-Napoléon.

Les premières éditions de mon livre furent écrites juste avant la mort de mon professeur Joseph Schumpeter en 1950. Ses idées brillantes ont considérablement évolué pendant les 15 années où je l'ai connu, et de façon générale, je crois qu'il acceptait ma représentation des «500 Entreprises» comme possédant la plus grande part du pouvoir oligopolistique tant aux États-Unis qu'à l'étranger. Elles n'étaient pas gérées par la «Technostructure» de John K. Galbraith, ni par les dirigeants-actionnaires. Berle-Means présentait en 1932 une vision plutôt correcte du gouvernement d'entreprise. Les dirigeants possédaient une faible part de l'entreprise, et étaient ainsi à l'abri et assez autonomes dans leurs décisions et leurs politiques, car la démocratie d'entreprise se caractérisait alors par des minorités sans cohésion.

Les syndicats n'avaient aucune importance en Amérique dans les années 20, n'ayant d'influence que dans certaines professions fédérées dans l'AFL. Mais après que la grande crise ait conduit au New Deal révolutionnaire de Franklin Roosevelt, les «500 Entreprises» ont acheté la coexistence avec les travailleurs syndiqués ou non en partageant avec eux une partie de leurs revenus oligopolistiques. C'est ce que je voulais dire en parlant dans mon livre des relations industrielles pacifiques. Les travailleurs des usines en col bleu et blanc ont profité de salaires plus élevés dans les entreprises américaines moyennes et grandes, qui ne produisaient que pour le marché intérieur et qui étaient assurées de leurs débouchés sur ces marchés.

Les «500 Entreprises» ont ensuite considérablement perdu leur statut de monarque absolu figé sur un piédestal. Avec la disparition de leur pouvoir oligopolistique, ces très grandes entreprises sont devenues des monarchies constitutionnelles qui ne règnent que si elles ne gouvernent pas de façon autonome. Pourquoi un tel changement dans la structure économique de base ? La réponse la plus simple serait de dire que la concurrence étrangère a pris des parts de marché aux trois gros constructeurs automobiles de Détroit, ainsi qu'à l'acier américain et à Kodak. Dans les années 50, ce seraient les miracles de la croissance du Marché Commun qui auraient empiété sur l'Amérique, et, selon cette thèse de la concurrence étrangère comme cause première, ce serait plus tard le Japon et les tigres du Pacifique comme Hong Kong, Singapour, Taïwan et la Corée qui auraient érodé le pouvoir monopolistique de nos grandes entreprises.

Cet argument a de la valeur mais il serait trop simpliste d'imputer ce changement essentiellement à la concurrence étrangère. Ce qui apparaît l'argument politique le plus convaincant aux protectionnistes xénophobes constitue probablement moins d'un tiers de l'explication complète. La concurrence intérieure compte beaucoup plus dans l'évolution que je décris.

L'acier est encore plus significatif que l'automobile. Construire un 5ème ou 9ème complexe sidérurgique géant aurait coûté dans les années 30 des milliards de dollars. Cela rendait caduques de telles menaces sur le pouvoir

oligopolistique. Mais lorsque la technologie a permis aux hauts-fourneaux électriques utilisant les déchets de l'acier de fonctionner avec de la main d'œuvre non syndiquée, le pouvoir oligopolistique a disparu rapidement. De la même façon, lorsque les camions ont été inventés, des centaines, voire des milliers de chauffeurs routiers indépendants ont pris les marchés détenus par les transports ferroviaires réguliers dont les syndicats freinaient fortement la productivité.

Si nous regardons vers le siècle qui vient, la concurrence étrangère va prendre de plus en plus d'importance dans la mise en place de la structure des marchés intérieurs. Il y a plus d'un milliard de chinois et d'indiens qui travaillent pour des salaires représentant le dixième de ceux des européens et des nord-américains. S'ils utilisent les progrès du savoir-faire, leur productivité peut sûrement atteindre 75% de celle des meilleurs occidentaux. On peut affirmer la même chose pour un million de personnes de l'ex-URSS et de ses satellites. Mais l'Europe, quoi qu'elle fasse, trouvera toujours sur sa route l'Amérique qui l'attendra.

Dans la perspective d'une liberté totale du commerce, comment est-il possible qu'un tel déclin des PNB ne réussisse pas à modifier considérablement les modèles intérieurs de la concurrence ? Je pense que l'Amérique a pris un nouveau tournant plus tôt et plus profondément que la France, l'Allemagne et l'Europe. C'est peut-être en partie parce que l'Amérique, contrairement à sa réputation, est un pays moins protectionniste que ceux de l'union européenne.

Je voudrais faire une digression rapide mais importante. Ni l'Europe, ni l'Amérique ne sont capables de retrouver des taux réels de croissance identiques à ceux des années 50 et 60 en usant du protectionnisme autarcique. Les politiques internationales peuvent bien être un jeu à somme nulle. Quand Bismark monte, il faut que Louis Napoléon descende. Il n'en va pas de même avec le développement économique. Même si un milliard de chinois vivent mieux et plus longtemps, nous pouvons, nous américains, espérer encore bénéficier, pendant le premier quart du 21ème siècle, d'une petite progression de notre niveau de vie. L'histoire économique enseigne (elle ne peut jamais rien prouver) que choisir la voie de l'isolationnisme et de l'autarcie ralentit la progression de la richesse nationale moyenne plutôt que de la soutenir.

Je reviens maintenant à mon sujet de la nouvelle Economie Impitoyable. Il y a eu une tendance mondiale de remise en question d'un Etat-Providence incontrôlé. Margaret Thatcher en a été l'exemple-type. Mais la même chose s'est produite dans l'Amérique d'après-Reagan et dans la plupart des pays européens. Même la Scandinavie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont finalement été contraintes de prendre plus en compte les mécanismes du marché.

Je suis connu comme étant attentif au bien public. Mais l'expérience m'a enseigné à parler de l'Etat-Providence Limité, qui sait qu'il doit économiser les «moins de 50%» du PNB effectivement disponibles afin de payer les transferts qui atténuent les inégalités que les mécanismes du marché, sans coeur ni cerveau intégré, ne manquent pas de créer.

Un des moyens d'aller vers le marché peut être la privatisation et la déréglementation. Les syndicats américains ne peuvent plus compter sur le gouvernement fédéral comme un allié, qui utiliserait la loi pour empêcher les entreprises de briser les grèves, en leur ôtant le droit de remplacer les grévistes de façon permanente par des ouvriers non-syndiqués volontaires.

Quel résultat entraînent la nouvelle concurrence et le revirement à droite des électeurs ? Aux Etats-Unis, nous avons assisté à la castration du syndicalisme. A 80 ans, je vois de nouveau ce qui prévalait quand j'avais 8 ans : peu de syndicalistes et très peu de pouvoir économique pour les conventions collectives et les organisations ouvrières.

Le temps est compté. Cependant, je dois encore vous dire qu'aujourd'hui les prises de contrôle d'entreprise, les fusions et les séparations se multiplient. Les PDG d'aujourd'hui savent qu'ils peuvent être remplacés demain. Et cela vaut pour tous les employés.

Autrefois, si vous étiez un homme instruit appartenant à la bureaucratie dirigeante d'une entreprise, vous occupiez effectivement vos fonctions à vie. Tandis que vous vieillissiez et deveniez de plus en plus fatigué, votre salaire augmentait. Toute l'activité était supposée se baser sur la vie entière, et non sur la productivité mensuelle ou annuelle. Les modèles des dirigeants autonomes de Berle-Means semblent avoir totalement disparu. Le carburant qui alimente la course aux OPA, c'est souvent la remise en cause des avantages acquis et de la sécurité de l'emploi. Cela explique les restructurations massives.

En voici un parfait exemple.: AT & T a annoncé sa partition en trois entreprises distinctes. 40 000 employés doivent être licenciés. La bourse a réagi en augmentant le prix des actions AT & T . Etait-ce une mauvaise décision de relations publiques d'annoncer, en même temps que la restructuration, des hausses de salaires de millions de dollars des PDG ? Main Street s'en est inquiété, Wall Street non. C'est cette même entreprise AT & T qui était considérée comme un monopole typique, géré par la plus bureaucratique des directions.

Dans l'Economie Impitoyable, chacun de nous ressent une nouvelle angoisse. A 57 ans, l'élite des diplômés d'Harvard peut être mise à la retraite avec un très bref préavis. Et n'avoir peut-être plus aucun emploi, sauf à accepter un poste d'aide-gérant dans un restaurant MacDonald.

II - COMMENT EXPLIQUER LA NOUVELLE MACROECONOMIE AMERICAINE?

La plus grande partie de ce que je viens de dire se situe dans le domaine microéconomique. Cela n'était pas la spécialité de Keynes. Mais j'ai été un peu machiavélique dans mon propos. Mon but était de vous aider à comprendre les changements intervenus en macroéconomie depuis les années 75-80.

Quand j'ai parlé de plus de 30 millions de nouveaux emplois aux Etats-Unis depuis ces dates, pensiez-vous que je me vantais ou que j'étais prétentieux? Laissez-moi redresser la barre en vous disant que ces nouveaux emplois sont

plutôt médiocres et pas très bien payés. La moyenne des salaires a stagné sinon baissé.

Les inégalités se sont accrues en Amérique depuis 1980. Les possédants ont gagné une plus grande part des fruits de la croissance que les travailleurs, et particulièrement les travailleurs non-qualifiés et non instruits qui manquent de capital humain. Notez bien que, dans le cadre que j'ai présenté, les revenus de la propriété et les gains du capital n'ont pas été les rentes de situations monopolistiques ou oligopolistiques. Au contraire, comme on dit en anglais. La perfection de la concurrence s'est plutôt améliorée. A la vitesse de la lumière, les échanges assistés par ordinateur corrigent beaucoup d'aberrations dues à l'ignorance.

Au moment même où les avancées de la technologie et de la structure du marché exacerbent les inégalités, le revirement politique à droite réduit les transferts de revenus de l'état. C'est un constat objectif et non une plainte. Il y a même un certain paradoxe dans le fait que, au moment où on a le plus besoin de revenus sociaux, ils sont de moins de moins disponibles. Et ils le seront encore moins dans l'avenir.

La répartition totale du PNB dans les programmes du gouvernement ne reflètent pas encore complètement ce revirement fondamental. En effet, les montants des allocations pour les retraites et les dépenses de santé, votés précédemment, deviennent de plus en plus coûteux avec le vieillissement de la population, et du fait des progrès et succès de la médecine, qui, dans le même temps, sont de moins en moins limités par le portefeuille.

La vraie question n'est pas de savoir si Reagan et son successeur républicain ont réduit la totalité des dépenses du gouvernement. De façon générale, ils n'ont pas pu le faire. Il est plus judicieux d'imaginer ce que la situation d'avant les années 80 exigeait au niveau des dépenses de l'Etat, puis de la comparer à la tendance actuelle à la hausse. Je pense que vous déduirez de cet exercice que la révolution conservatrice a eu un effet positif considérable sur ce qui intéresse le plus les libéraux, c'est-à-dire sur le fait que l'étendue réelle de l'intervention publique dans la gestion des ressources américaines est plus limitée qu'elle ne l'était sous les administrations pre-Reagan.

III - AMERIQUE ET EUROPE: LES OPPOSITIONS

La politique de relance de l'offre de Reagan n'était pas de nature conservatrice. Au lieu de réduire les déficits budgétaires lorsque le taux d'emploi était à son maximum dans les années 80, ses réductions d'impôts ont creusé les déficits ; ils les ont même rendus chroniques et structurels en sous-imposant le peuple américain par rapport aux dépenses collectives. Stupide folie ? Pas si stupide si votre seul objectif est de limiter l'influence du gouvernement, quel que soit le prix à payer, si cela conduit l'Amérique, dont les ménages et les entreprises sont déjà peu épargnantes, à épargner encore moins. Poser ce garrot autour du cou des dépenses des gouvernements successifs est la recette du diable pour qu'une société déjà peu épargnante le devienne encore moins.

Le laxisme fiscal de Reagan-Bush a toutefois contribué à limiter le taux de chômage américain dans les années 80. Comparez cela au modèle continental. Conduits par l'Allemagne et son austère Bundesbank, ses voisins, qui voulaient respecter l'agenda de Maastricht quant à la monnaie unique et à la banque centrale unique, ont poursuivi la politique d'austérité qui a conduit à des taux de chômage à deux chiffres.

Depuis au moins 1983, c'est-à-dire depuis au moins 14 ans, on nous dit que la parité du Franc et du Mark était nécessaire pour contenir le taux d'inflation à un niveau inférieur au taux faible allemand. Les coûts en termes de chômage supplémentaire, nous a-t-on dit, seraient temporaires et limités, et valaient bien le prix d'une perpétuelle prospérité sans inflation avec équilibre de la balance des paiements.

Cela ne s'est pas réalisé entre 83 et 88, et pas plus entre 88 et 92. Cela ne s'est toujours pas réalisé aujourd'hui. Mais pendant ce temps, le chômage de longue durée a augmenté et s'est aggravé en France. Les statistiques récentes montrent que le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans est de 40%. Et un quart d'entre eux est au chômage depuis plus d'un an. Ce fait est de mauvais augure pour la microéconomie de la future société française. Les compétences de base sont plus difficiles à acquérir à 33 ans qu'à 23. Et Satan trouve toujours des occupations pour les désœuvrés.

Je n'aurais pas réussi à faire passer mon message si vous en concluez que la responsabilité est uniquement imputable à la plus qu'austère politique monétaire et fiscale. Certes, en France, elle a été très ferme. Et pourquoi ? En apparence à cause de Maastricht.

L'Union Européenne a été une grande réussite, peut-être la réalisation la plus importante de cette deuxième moitié du 20ème siècle. Elle sera même encore plus importante dans l'avenir. Mais l'analyse montre que cela n'a pas grand chose à voir avec un parlement européen. Ni avec une future banque centrale européenne. Ni avec une future monnaie européenne basée sur des parités stables avec le mark.

Souvenez-vous que je ne parle pas comme un patriote américain. Ni comme un post-keynésien. Ni comme une personne attentive au bien public. Nous, en Amérique, pouvons bien vivre avec l'union née à Maastricht si elle se réalisait complètement. Nous pouvons aussi bien vivre avec l'actuelle Europe à moitié construite ou encore avec une Europe qui évolue avec des parités flottantes ou des étalons fluctuants.

C'est le réalisme et l'analyse économique de base qui font incontestablement penser qu'une monnaie unique européenne est un projet illusoire pour la décennie à venir. Certes, l'Europe devra un jour se mettre d'accord sur un étalon commun. Mais la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne s'en éloigneront alors très rapidement. Et il y a plus de 50% de chances pour que le Franc et le Mark se comportent parfois de façon différente pendant les 10

prochaines années. Eviter cette éventualité en payant le prix fort de 10 ans de stagnation est un jeu qui n'en vaut pas la chandelle.

Vous pourriez bien sûr me rétorquer: Oui, Professeur Samuelson, il se pourrait que vous ayez raison. Mais, si on est réaliste, ne pas tenter cette expérience menacerait encore plus les performances de notre économie. Avant 1983, la France a souvent subi les assauts de l'expansion macroéconomique, les dévaluations et l'inflation provoquée, sans pour autant réussir à augmenter la productivité ni à stabiliser réellement les fluctuations du PNB. Ces échecs pourraient bien se reproduire. L'économie n'est pas une science exacte. Pourtant sur ce point, l'expérience américaine depuis 1980 peut être précieuse et donner des idées.

IV - LE MARCHE DU TRAVAIL "INTIMIDE" EN AMERIQUE

Les Etats-Unis ont également eu des moments difficiles de 1950 à 1980 avec la stagflation et les fluctuations cycliques. J'enviais à l'Allemagne sa «Courbe de Phillips» et espérais que nous saurions mieux freiner la spirale des prix et des salaires. La roue a maintenant tourné. En ces années 90, je suis plus satisfait avec les mécanismes de notre marché du travail qu'avec ceux de l'Europe.

J'ai parlé plus haut de l'Economie Impitoyable. Et de la tendance au retour vers le marché et aux limites de l'Etat-Providence. Je dois maintenant attirer votre attention sur ce que l'on peut appeler notre marché du travail "intimidé"¹.

Les employeurs américains sont plus durs qu'autrefois pour les négociations, les embauches et les licenciements. Ni la charité, ni l'altruisme n'ont changé, mais plutôt le fait que lorsque vous n'avez plus de pouvoir oligopolistique, continuer à suivre les mouvements de son coeur plutôt que ceux de sa raison dans les relations humaines est le meilleur moyen de ne pas pouvoir être bienveillant bien longtemps. Lorsque vous aurez épuisé la richesse des actionnaires, l'activité du marché se déplacera de toute façon. En cette période de concurrence des marchés, le darwinisme social n'est ni un credo, ni une excuse pour les relations publiques. C'est plutôt une réalité.

Soucieux de l'homme, je regrette que les marchés des cols bleus, des cols blancs et des ouvriers ne débouchent pas sur le plein emploi avec des taux de salaires et de bénéfices réellement et régulièrement croissants. Mais je préfère cependant voir des gens accepter des emplois qui existent plutôt que de courir après de meilleurs emplois qui simplement n'existent pas.

Je crois vraiment que c'est parce que notre force de travail a été "intimidée" que la Federal Reserve a pu contrôler avec succès l'économie américaine au cours

¹ NdT : Paul Samuelson utilise le terme «Cowed Labor Market» et précise : «Je ne sais pas comment traduire cela en français. Il n'est pas question de la maladie de la vache folle ni d'aucune autre folie irrationnelle.» Nous avons traduit librement par «Marché du travail «intimidé»».

de cette décennie. Comparez cela à l'Espagne post-franquiste et à son taux de chômage dépassant les 20%.

En ce moment, nos partis politiques se battent pour augmenter le SMIC de 4,70 \$ à 5,60 \$ par heure. Politiquement, c'est une grande nouvelle, un plus pour ceux qui recherchent des suffrages démocrates. Economiquement, c'est essentiellement symbolique. Pourquoi ? Notre SMIC a longtemps été gelé très en-dessous des salaires moyens du marché. Votre SMIC français dépasse le nôtre, même si la richesse moyenne par habitant est sensiblement supérieure aux Etats-Unis qu'en France. Cet excédent ne peut vraiment pas être une bonne chose pour le problème permanent du chômage de votre jeunesse ; mais je ne voudrais pas être dogmatique. L'Amérique rassemble de grandes minorités noires, hispaniques, et autres. Il se pourrait bien que ce soit la raison pour laquelle nous pouvons encore moins nous permettre un SMIC élevé (vous noterez que je n'ai pas parlé de SMIC «généreux» ; quand les salaires minimaux sont trop élevés, ils peuvent finir par devenir le contraire de généreux).

CONCLUSION

Laissez-moi maintenant terminer. Vous noterez que j'ai été prudent en conseillant à la France de s'orienter vers le modèle américain afin de bénéficier de nos excellents résultats récents. Marie-Antoinette disait «Il faut que les pauvres puissent manger du gâteau». Ce n'était pas un conseil réalisable. Je suis un docteur en économie et mon nom n'est pas Marie. Si, en France, les mouvements sociaux optent pour la lutte des classes et l'agressivité afin d'augmenter la part d'un gâteau dont le volume est fixe, vouloir imiter notre stratégie en l'appliquant à la lettre risque de ne pas produire les mêmes fruits.

L'économie est plus que de l'économie. C'est de l'économie politique. Qu'est-ce que le marché politique peut offrir ? Votre marché politique, pas le nôtre. La démocratie française peut-elle préserver des programmes minimum pour alléger la souffrance qui accompagne la privatisation et la déréglementation, tout en retrouvant sa capacité à lutter contre l'augmentation des coûts et des niveaux de prix associés à la diminution du chômage ?

Si oui, vous pouvez suivre l'exemple américain. En Amérique même, si la volonté de la population d'accepter des salaires modestes, quand seuls ceux-ci sont offerts, venait à disparaître, alors le modèle américain actuel disparaîtrait à son tour, et nous pourrions nous retrouver dans la situation des années 70 avec à la fois trop de chômage et trop d'instabilité imprévisible dans les prix. La différence entre nos continents peut se transformer en une adhésion à un modèle commun. Mon souhait est que nous ne revenions pas à un taux de chômage structurel aussi élevé que celui de l'Europe ; mais plutôt que nous profitions ensemble de la bonne fortune actuelle de l'Amérique.